



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 2737

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, où avez-vous vu que l'opposition voulait supprimer les maisons de santé et les maisons de service public dans les zones rurales ?

Un député du groupe UMP . N'importe quoi !

M. Pierre Lequiller. C'est ce genre de mensonges et d'excès qui vous discréditent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

Votre gestion catastrophique a fait de notre pays l'un des plus mauvais élèves de l'Europe. Tout le monde, à commencer par la Cour des comptes, vous invite à un effort véritable de baisse du déficit et à des réformes structurelles.

S'agissant du déficit, vous vous êtes engagé à dégager quatre milliards d'économies pour obtenir un délai supplémentaire de deux ans mais vous refusez de nous dire comment vous comptez y parvenir. Avez-vous un plan secret que vous ne voulez pas dévoiler avant les départementales ? Je vous repose la question à laquelle M. Sapin n'a pas répondu la semaine dernière : si ce n'est pas par l'impôt, sera-ce par la baisse des prestations sociales ? Si c'est par des économies budgétaires, lesquelles ? La représentation nationale a le droit de le savoir : vous avez le devoir de nous le dire.

Par ailleurs, à l'occasion du semestre européen, vous devez présenter les réformes structurelles que vous envisagez de mener. Pourtant là aussi vous nous opposez un silence absolu, sans doute parce que votre majorité ne vous suit pas, comme on l'a vu avec le projet de loi Macron. La seule information que M. Hollande nous a donnée, c'est que, quel que soit le résultat des départementales, il ne changerait pas de politique. C'est dire qu'à ses yeux, le vote des Français ne compte pas.

Le chômage a atteint 10, 4 % – un record depuis dix-sept ans. La croissance française est l'une des plus faibles d'Europe. Quand M. Rebsamen dit, à propos du chômage : « nous sommes en échec » ; quand M. Moscovici affirme qu'il faut réformer le marché du travail, n'est-il pas temps de changer de politique et de lancer des réformes courageuses ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je réponds d'autant plus volontiers à votre question, monsieur le président

Lequiller, que vous suivez depuis longtemps les questions européennes. Il se trouve que je me suis exprimé publiquement à ce sujet, non seulement lors de la conférence de presse que j'ai tenue avec Jean-Claude Juncker, mais également lors de l'intervention que j'ai prononcée devant le collège des commissaires de l'Union européenne, comme le font régulièrement les chefs de gouvernement. À ces occasions, j'ai détaillé, à la fois l'action du Gouvernement, les réformes que nous avons déjà entreprises depuis trois ans et celles que nous allons continuer à engager.

Après le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, qui a été défendu avec talent par Emmanuel Macron, et qui n'est pas encore définitivement adopté, j'ai d'ores et déjà annoncé d'autres rendez-vous, en particulier aux partenaires sociaux. Je pense notamment au projet de loi que vous présentera François Rebsamen, et qui, au-delà de la question des intermittents du spectacle ou de la fusion entre la prime pour l'emploi et le RSA-activité, portera sur l'ensemble des règles du dialogue social, afin d'aboutir, là aussi, à de la simplification.

J'ai eu aussi l'occasion de faire un certain nombre d'annonces sur le dialogue entre les partenaires sociaux ou sur la question de l'embauche, essentielle pour les petites et moyennes entreprises. Un rendez-vous est prévu au mois de juin.

La croissance revient. Elle est peut-être moins vigoureuse que dans un certain nombre de pays en Europe, mais elle est là, comme le prouvent plusieurs indicateurs relatifs à la confiance des ménages et des entreprises, publiés ce matin même.

Au cours des prochaines semaines, nous devrions faire de nouvelles propositions pour favoriser à la fois l'investissement privé et l'investissement public. Il s'agit d'actionner tous les leviers pour soutenir ce début de croissance qui, à la longue, peut créer de l'emploi, à condition de poursuivre, comme nous comptons le faire, notre politique de soutien à la croissance, à la compétitivité et à la création de richesses – Emmanuel Macron vient de le rappeler.

S'agissant des déficits, le Président de la République, Michel Sapin, Christian Eckert et moi-même avons annoncé les propositions que nous allons faire...

M. Pierre Lequiller. Lesquelles ?

M. Manuel Valls, Premier ministrepour réaliser ces quatre milliards d'économies supplémentaires. Au mois d'avril, le ministre des finances et le secrétaire d'État en charge du budget vous en donneront tous les détails.

M. Christian Jacob. Après les départementales !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Si j'ai réaffirmé devant la Commission européenne notre objectif de cinquante milliards d'économies sur trois ans, j'ai dit également que nous ne ferions rien – je le redis devant l'Assemblée nationale – qui remette en cause, d'une manière ou d'une autre, la politique qui est la nôtre, les équilibres que nous avons définis et, surtout, notre soutien à la croissance et la priorité que nous donnons à l'école de la République, à la sécurité et à la justice dont les Français ont besoin, à la transition énergétique et à notre politique culturelle, pour ne citer que ces domaines.

De surcroît, j'ai rappelé devant la Commission européenne que nous accomplissons des efforts substantiels en matière de sécurité, domaine où nous avons engagé un milliard supplémentaire pour mettre en œuvre les décisions que nous avons annoncées, avec Bernard Cazeneuve et Christiane Taubira. J'ai rappelé enfin l'effort que nous consentons en matière de défense, car quand la France agit à l'extérieur, c'est non seulement en son nom, mais également au nom de l'Europe, et c'est pourquoi ces efforts doivent aussi être pris en considération.

Monsieur Lequiller, je veux bien recevoir des leçons et des conseils en matière de réduction des déficits mais je vous propose en contrepartie, puisque vous connaissez bien ces sujets, d'expliquer aux Français où vous

comptez trouver les 120 à 150 milliards d'économies que vous proposez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Combien d'infirmières, de policiers, de gendarmes, de professeurs, de militaires, de services publics allez-vous supprimer ? Nous, nous disons la vérité et nous agissons, et les Français ont besoin de savoir où vous voulez les mener au niveau national et, d'abord, dans les départements. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Paul Molac. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2737

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 mars 2015](#)